

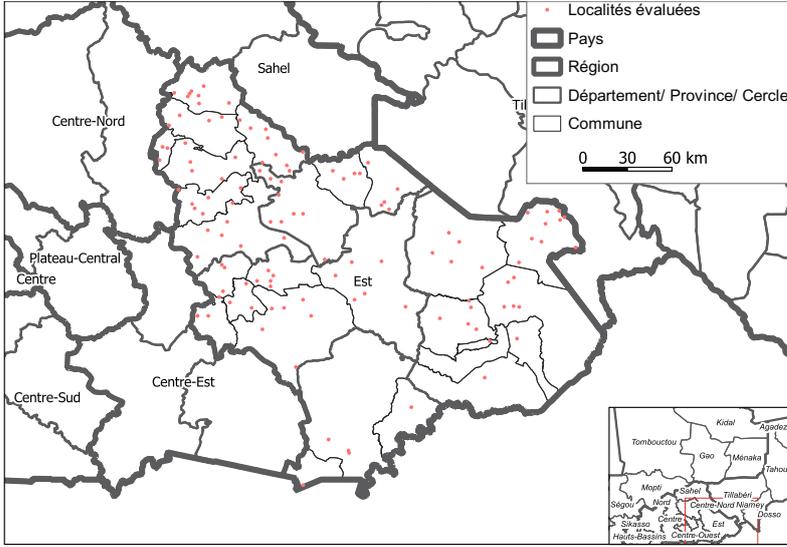


# Suivi de la situation humanitaire (HSM)

## Zone des trois frontières | Burkina Faso | Région de l'Est

### Couverture géographique

Localités évaluées par province dans la région de l'Est



### Communes couvertes

- Province de la Gnagna** | Communes de Bilanga, Bogandé, Koala, Liptougou, Mani, Piela, Thion
- Province du Gourma** | Communes de Diabo, Diapangou, Fada n'gourma, Matiakoali, Tibga, Yamba
- Province du Kompienga** | Communes de Kompienga, Madjoari, Pama
- Province de la Tapoa** | Communes de Botou, Diapaga, Kantchari, Logbou, Namouno, Partiaga, Tambaga, Tansarga
- Province de la Komondjari** | Communes de Bartiebougou, Foutouri, Gayeri

### Couverture de l'évaluation

- 218 IC interviewés**
  - 188 ont visité les localités au cours des 30 derniers jours
  - 30 ont été en contact (en personne / par téléphone) avec une personne de la localité au cours des 30 derniers jours
- 169 localités évaluées**
- 5/5 Provinces évaluées avec 5% de couverture ou plus**

### Contexte

Depuis la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité. Principalement due à la présence de groupes armés, mais également à la montée de la criminalité et à des tensions entre les communautés, cette situation sécuritaire critique a causé le déplacement de 1 501 775 personnes déplacées internes (PDI) au Burkina Faso à la date du 30 Novembre 2021<sup>1</sup>.

REACH bénéficie du financement du Bureau d'Assistance Humanitaire (BHA) de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et réalise depuis janvier 2020 un suivi des besoins humanitaires multisectoriels, suite à une phase pilote au mois de novembre 2019. Cette fiche d'information présente les principaux résultats de ce suivi de la situation humanitaire dans la région de l'Est, au mois de Novembre 2021. Tous les produits d'information sont disponibles sur le site [Reach Resource Center](https://reachresourcecenter.org/).

### Méthodologie

La méthodologie employée pour ce suivi est la méthodologie dite "zone de connaissance". Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans la région, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les données ont été collectées au niveau des localités, à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC). Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (datant de moins d'un mois) et détaillée des localités. Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 5% des localités de l'Admin 3 (commune) ont été évaluées.

Cet aperçu de la situation présente les données recueillies entre le 9 et le 30 novembre 2021. Sauf indication contraire, tous les pourcentages représentent la proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté cette réponse spécifique pour la majorité de la population de la localité dans une période de 30 jours précédant la collecte des données. Par conséquent, les résultats présentés dans ce produit doivent être considérés comme indicatifs.

### Résultats clés

% de localités évaluées où les IC ont rapporté :	Est				
	Gnagna	Gourma	Kompienga	Tapoa	Komondjari
La présence de groupes de population déplacée interne (PDI)	47%	83%	75%	24%	55%
L'arrivée de nouvelles PDI aux cours des 30 derniers jours <sup>2</sup>	2%	23%	25%	0%	5%
L'arrivée de retournés au cours des 30 derniers jours <sup>2</sup>	0%	0%	0%	0%	0%
Un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population	32%	45%	75%	7%	45%
Une perturbation des moyens de subsistance habituels	10%	35%	25%	26%	50%
Des contraintes d'accès à distance de marche aux services de santé <sup>3</sup>	0%	18%	13%	2%	9%
Des contraintes d'accès à distance de marche aux services nutritionnels <sup>3</sup>	0%	13%	13%	0%	9%
Un accès insuffisant à l'eau pour la majorité de la population	30%	55%	50%	22%	55%
Des conditions de vie non adéquates pour la majorité des PDI <sup>4</sup>	92%	64%	83%	73%	83%
Des contraintes d'accès aux services éducatifs à distance de marche <sup>3</sup>	51%	58%	75%	96%	95%
Un sentiment d'insécurité pour la majorité de la population	64%	55%	75%	50%	92%

1. Conseil National de Secours, d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR). [Situation des personnes déplacées internes dans les communes](#), Novembre 2021  
 2. Pourcentage calculé par rapport à la totalité des localités ayant rapporté la présence du groupe de population en question lors des 30 derniers jours.

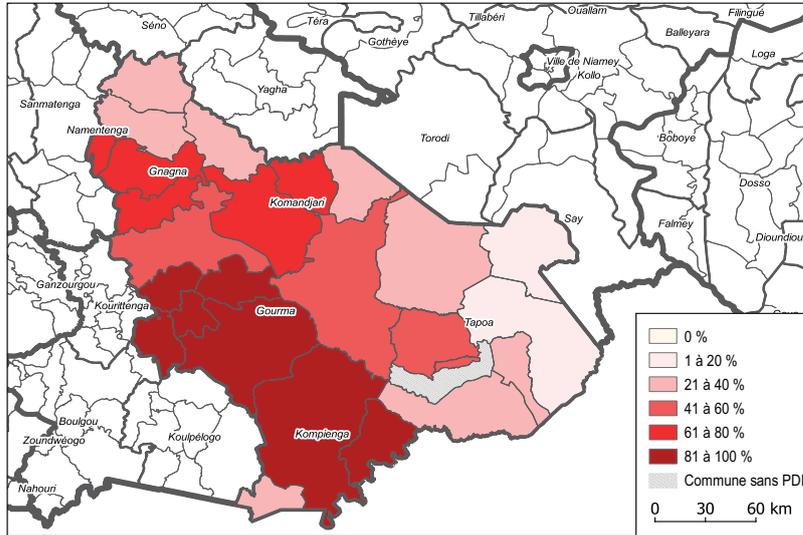
3. La définition de « accès à distance de marche » est laissée à la discrétion des IC  
 4. La définition de « conditions de vie adéquates » est laissée à la discrétion des IC.

# Suivi de la situation humanitaire (HSM)

## Zone des trois frontières | Burkina Faso | Région de l'Est

### 🚶 Déplacements et mouvements de population

Proportion de localités évaluées en Novembre où les IC ont rapporté la présence de PDI au cours des 30 jours précédant la collecte de données:



D'après les données du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR) sur la situation des personnes déplacées internes au Burkina Faso, la région de l'Est accueillait 148 191 PDI au 30 Novembre 2021<sup>1</sup> soit près de 10% des PDI du pays. Dans la région de l'Est, la présence de personnes déplacées internes était rapportée par les IC dans plus de 51% des localités évaluées. Tout comme au mois de septembre, le Gourma reste la province avec la plus haute proportion de localités évaluées accueillant des PDI selon les IC. Les PDI dont le déplacement datait de 7 à 12 mois sont les plus identifiées dans les localités (17%) de la région selon les IC. Dans toute la région les principales raisons des déplacements, dans les localités évaluées (99%) étaient les violences dans les localités selon les IC. Le déplacement préventif pour se mettre à l'abri des attaques était le deuxième motif souligné dans 1% des localités évaluées par les IC. Ces derniers rapportaient que, dans la majorité des localités évaluées (85%), la proportion de PDI dans la population actuelle était de moins de la moitié. Par ailleurs les IC rapportaient que les PDI sont majoritairement originaires de leur provinces d'accueil sauf ceux de la Gnagna qui étaient d'origine divers comme le Gourma, le Yagha, la Komondjari et la Kompienga.

Principales provinces ayant la plus forte proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence de PDI / retournés :

PDI		Retournés <sup>5</sup>	
1	Gourma 83%	1	Kompienga 13%
2	Kompienga 75%	2	Gourma 8%
3	Komondjari 55%		

Facteurs principaux déclenchant les déplacements de PDI (% de localités évaluées dans la région de l'Est)<sup>2</sup>:

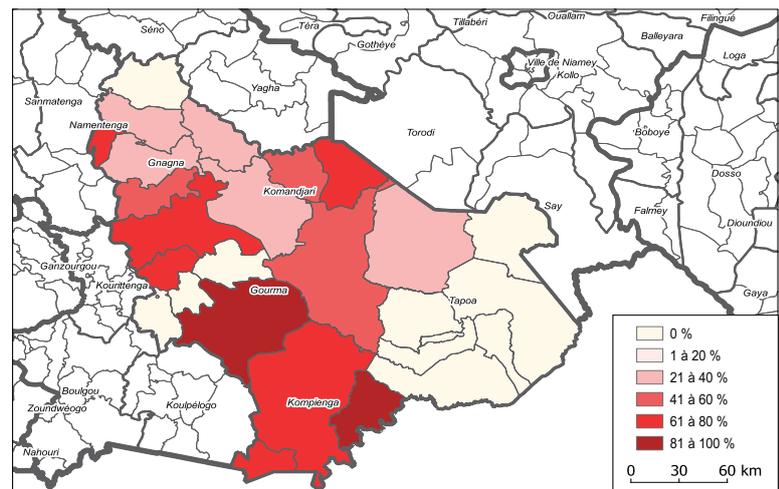
Violence dans la localité d'origine	99%	■
Déplacement préventif	1%	

La présence du groupe des personnes retournées a été faiblement rapporté par les IC dans les localités évaluées (2%). Ces personnes retournées sont plus signalées par les IC dans la Kompienga et le Gourma notamment dans les communes de Kompienga, Madjoari et

### 🌾 Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

La sécurité alimentaire et l'accès aux moyens de subsistance demeurent problématiques dans la région de l'Est. La précédente saison agricole a connu des pertes de récoltes plus importantes que la moyenne à cause des aléas climatiques (sécheresse et inondations) et les attaques des chenilles légionnaires<sup>6</sup>. L'accès à la nourriture n'était pas suffisant dans près de 32% des localités évaluées dans la région. Cette insuffisance de la nourriture était davantage rapporté par les IC dans les localités des provinces de la Kompienga et de la Komondjari notamment dans les communes de Madjoari, Pama et Foutouri. Les principales raisons de ce manque de nourriture étaient l'accroissement des prix (83% des localités évaluées), l'insécurité dans l'accès aux terres (61% des localités évaluées), et l'épuisement des stocks (50% des localités évaluées)<sup>7</sup>, ces deux dernières concernaient particulièrement la Komondjari. Enfin, majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels dans 26% des localités évaluées. Les activités de subsistance les plus perturbées étaient l'agriculture (86% des localités évaluées), notamment dans la Kompienga, l'élevage de bétail (82% des localités évaluées) et la vente au marché (73%)<sup>7</sup>.

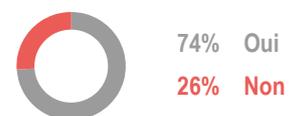
Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population :



% de localités évaluées où les IC ont rapporté l'absence de marchés fonctionnels à distance de marche, et principale raison<sup>8,9</sup>:

Région de l'Est	5%	■	Marché non sécurisé
Gourma	18%	■	Marché non sécurisé
Komondjari	5%	■	Marché non sécurisé

% de localités évaluées dans la région de l'Est où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à ses moyens de subsistance habituels :



5. Aucun IC n'a signalé la présence de retournés dans les localités enquêtées de la Gnagna, de la Tapoa, et de la Komondjari

6. FEWS NET, Burkina Faso [Perspectives sur la sécurité alimentaire Octobre 2021 à Mai 2022](#)

7. Les IC pouvaient sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.

8. La définition de « distance de marche » et de « fonctionnel » est laissée à la discrétion des IC.

9. Dans les provinces de la Gnagna, la Tapoa et de la Kompienga, des marchés fonctionnels étaient accessibles depuis l'ensemble des localités évaluées selon les IC.



# Suivi de la situation humanitaire (HSM)

## Zone des trois frontières | Burkina Faso | Région de l'Est

### Santé et Nutrition

% des localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté l'absence de services de santé fonctionnels à distance de marche<sup>8</sup>, et principale raison de contrainte d'accès<sup>7 10</sup>:

Région de l'Est	7%	■	Pas de travailleurs de santé
Gourma	18%	■	Pas de travailleurs de santé
Kompienga	13%	■	Pas de travailleurs de santé
Komondjari	9%	■	Pas de travailleurs de santé
Tapoa	2%	■	Pas de médicaments disponible

Selon les IC, la majeure partie de la population avait accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche<sup>8</sup> dans plus de 93% des localités évaluées. Le principal type de service auquel la majeure partie de la population avait accès était des centres de santé et de promotion sociale (CSPS) dans 91% des localités évaluées où les IC avaient rapporté l'existence des services de santé fonctionnels et accessibles à distance de marche. Le principal problème de santé auquel la majorité de la population était confrontée était le paludisme dans plus de 82% des localités évaluées selon les IC, notamment dans la Tapoa et la Gnagna, particulièrement dans les communes de Diapaga, Logbou, Bilanga et Mani.

### Abris et biens non-alimentaires(BNA)

% de localités évaluées ayant rapporté la présence de PDI où la majorité d'entre eux ne vivaient pas dans des conditions adéquates de logement (top 3 des provinces)<sup>11</sup>:

Région de l'Est	77%	■
Gnagna	92%	■
Komondjari	83%	■
Kompienga	83%	■

Dans plus de 77% des localités évaluées où les IC ont rapporté la présence de PDI, ceux-ci ne vivaient pas dans des conditions adéquates. La raison principale pour laquelle la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates est le manque d'espace fermé qui garantisse l'intimité et la protection (55% des localités évaluées). D'autres raisons comme le risque d'éviction (16% des localités évaluées), le manque de sécurité dans les zones d'habitation (12% des localités évaluées) ont été rapportées par les IC. Selon ces derniers, les PDI étaient logées gratuitement dans 39% des localités évaluées. Certains vivaient dans des maisons ou des terrains loués (11% des localités évaluées) notamment dans la Kompienga et la Tapoa, précisément dans les communes de Kompienga, Diapaga et Namouno. Les types d'abris dont disposent les PDI sont entre autre les cases traditionnelles (28% des localités évaluées), les abris permanents (25% des localités évaluées) et les concessions (24% des localités évaluées). Des destructions d'abris n'ont été rapportée par les IC que dans 6% des localités évaluées avec pour raison les intempéries (80% des localités évaluées), les combats (10%) et les incendies (10%).

Top 3 des raisons pour lesquelles la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates (% de localités évaluées)<sup>11 12</sup>:

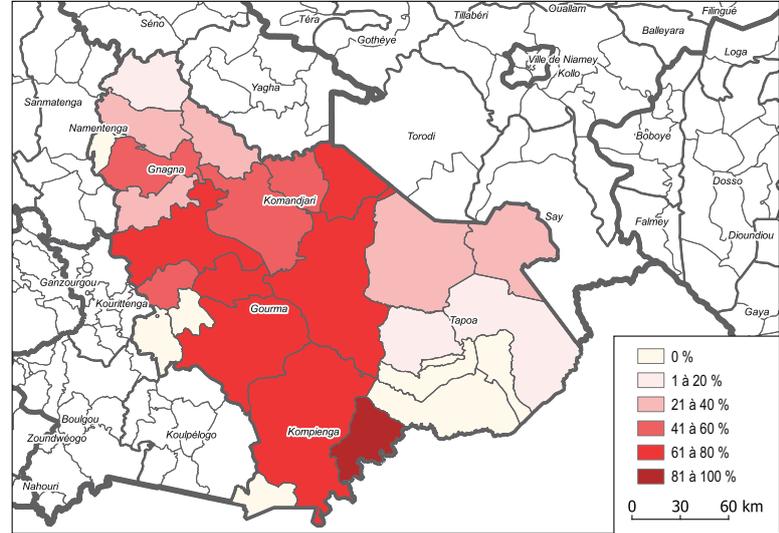
- 1 Manque d'espace fermé qui garantisse l'intimité et protection **55%**
- 2 Risque d'éviction **16%**
- 3 Quartier ou aire non sécurisé **12%**

En matière de biens non alimentaires (BNA), des besoins ont été signalés en moustiquaires (34% des localités évaluées) notamment dans la tapoa et le gourma, en articles de cuisine (29% des localités évaluées), et en articles de couchage (21% des localités évaluées).

10. Les IC pouvaient sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.  
11. La définition de «adéquates» est laissée à la discrétion de l'IC.

### Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès insuffisant à l'eau pour couvrir les besoins des ménages :



% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population s'est lavé les mains avec de l'eau seulement.

Région de l'Est	78%	■
Tapoa	87%	■
Komondjari	86%	■
Gnagna	79%	■
Gourma	63%	■
Kompienga	63%	■

L'accès à l'eau par les populations n'était pas satisfaisant dans la région de l'Est. Ainsi dans près de 38% des localités évaluées, les IC rapportaient que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour satisfaire les besoins du ménage, notamment dans le Gourma et la Komondjari. La source d'eau utilisée par la majorité de la population était le forage (80% des localités évaluées) selon les IC. Dans plus de la moitié des localités évaluées (72%), le temps requis pour rejoindre la source d'eau, attendre, collecter l'eau, et en revenir était de moins d'une heure. Dans plus de 15% des localités évaluées, les IC rapportaient que la population n'accédait pas à certains points d'eau à cause de l'insécurité notamment dans les communes de Bartiébourgou et Foutouri dans la Komondjari. Dans le secteur de l'assainissement, les IC rapportaient que dans plus de 62% des localités évaluées, la majorité de la population pratiquait la défécation à l'air libre notamment dans la Komondjari (Gayeri, Foutouri et Bartiébourgou). De plus, les IC rapportaient que dans 78% des localités évaluées, le lavage des mains se faisait avec de l'eau seulement.

% de localités évaluées où la majorité de la population n'utilisait pas de latrines:

Région de l'Est	62%	■
Komondjari	86%	■
Tapoa	70%	■
Gourma	60%	■
Kompienga	50%	■

12. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont rapporté que la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates.

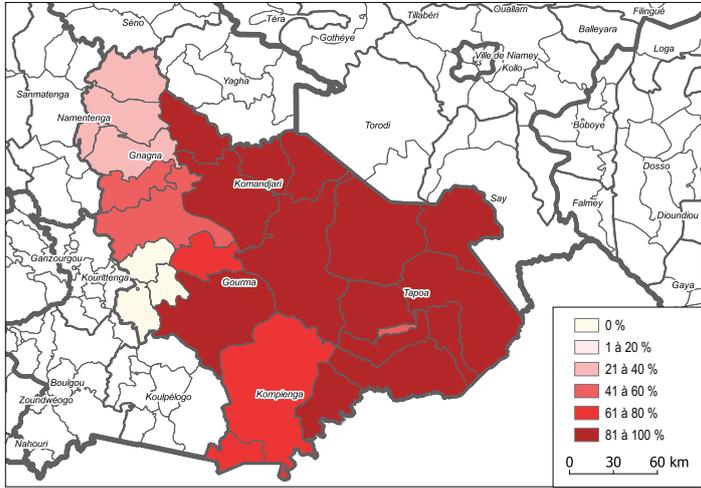


# Suivi de la situation humanitaire (HSM)

## Zone des trois frontières | Burkina Faso | Région de l'Est

### Education

Proportion de localités évaluées en Novembre où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche:



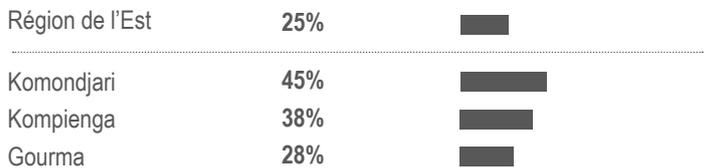
L'accès à l'éducation demeure problématique dans la région de l'Est. En effet dans 72% des localités évaluées, les IC rapportaient que la majeure partie de la population n'avait pas accès à des services éducatifs à distance de marche<sup>13</sup>. Les principales causes de la non disponibilité des services d'éducation étaient, entre autres, le manque d'enseignants dans la zone (42% des localités évaluées), la fermeture des infrastructures d'éducation par les autorités (20% des localités évaluées) et l'arrêt de travail des enseignants (17% des localités évaluées)<sup>13 14</sup>. Par ailleurs les ménages ne disposaient d'aucune stratégies pour palier aux manques de services d'éducatifs dans 86% des localités évaluées notamment dans le Kompienga. L'envoi des élèves dans les zones plus sécurisées était la principale stratégie des ménages (10% des localités évaluées) notamment dans la Gnagna.

#### Principales raisons du manque d'accès à l'éducation (% de localités évaluées)<sup>15</sup>

- 1 Manque d'enseignants dans la zone **42%**
- 2 Les infrastructures sont fermées sur décision des autorités **20%**
- 3 Les enseignants ont arrêté de travailler (grève, menaces) **17%**

### Communication

% de localités évaluées où un réseau téléphonique stable n'existait pas (top 3 des provinces) :



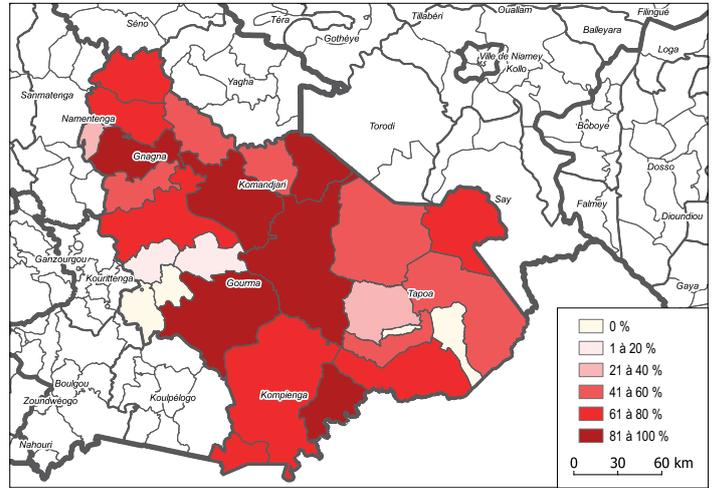
L'accès à l'information demeure une préoccupation dans la région de l'Est pour la majeure partie des populations. En effet, dans plus de 38% des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population avait des difficultés à accéder à de l'information sur l'aide humanitaire disponible. La couverture du réseau téléphonique était limitée dans la région car, selon les IC, le réseau téléphonique n'était pas disponible dans plus de 25% des localités évaluées, surtout dans la Kompienga et la Komondjari, plus précisément dans les communes de Madjoari et Foutouri. Selon les IC, le type d'information qui auraient été le plus utile étaient des informations sur le contexte sécuritaire (67% des localités évaluées). Le second type d'information cité concernait l'accès à l'assistance humanitaire, rapporté dans plus de 25% des localités évaluées selon les IC.

13. Les IC ne pouvaient choisir qu'une seule options

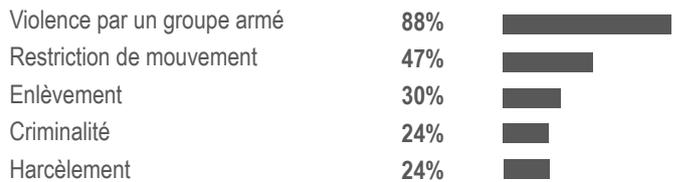
14. Pour plus d'informations sur ces problématiques dans les régions du Centre-Nord, de l'Est, du Nord et du Sahel, voir REACH, Insécurité et accès à l'éducation au Burkina Faso, janvier 2022 (à paraître)

### Protection

Proportion de localités évaluées en Novembre où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité :



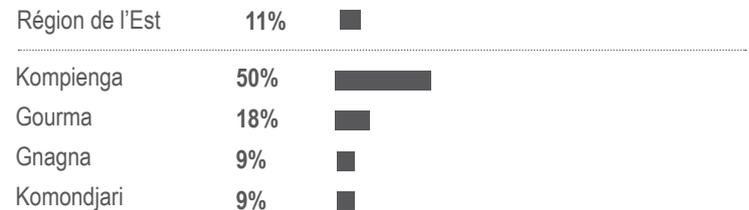
#### Principales inquiétudes en matière de protection (% de localités)<sup>16 17</sup>



Dans la région de l'Est, les IC ont rapporté que la majeure partie de la population ne se sentait pas en sécurité dans plus de 62% des localités évaluées. Ces inquiétudes étaient particulièrement présentes dans les province de la Komondjari et du Kompienga notamment dans les communes de Madjoari, Foutouri et Gayeri. Les principales préoccupations des populations étaient la violence par un groupe armé (88% des localités évaluées), la restriction de mouvement (47%), les enlèvements (30%), la criminalité et le harcèlement (24%)<sup>13 15</sup>. Malgré ces importantes préoccupations, les relations entre les populations déplacées et non déplacées étaient décrites comme bonnes dans près de 89% des localités évaluées. Enfin, le manque de service de protection a été rapporté dans 80% des localités évaluées notamment dans la Kompienga, la Gnagna et la Tapoa.

### Redevabilité aux populations affectées

% des localités évaluées où au moins une partie de la population a reçu une aide humanitaire :



#### Top 3 des secteurs d'intervention mentionnés comme prioritaires pour la majorité de la population (% de localités évaluées)<sup>16</sup> :

- 1 Sécurité alimentaire **76%**
- 2 Moyens d'existence **36%**
- 3 Protection **34%**

15. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC avaient signalé la non fonctionnalité des écoles sur la période.

16. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC avaient signalé des inquiétudes en matière de protection.

17. Les IC pouvaient sélectionner jusqu'à trois options.